

CNCD

11.11.11

11.11.11
VECHT MEE TEGEN ONRECHT

|| = 10 ANS DU BLOCUS DE GAZA =

Position Plateforme Moyen-Orient¹ – juin 2017

“As we speak we are walking into another crisis in Gaza with our eyes wide open. For the last ten years two million people are held hostage by disagreements, divisions and closures. It is time for this situation to end”.

Mr. Nickolay Mladenov

United Nations Special Coordinator for the Middle East Peace Process (4 May 2017)

Recommandations

La crise humanitaire que traverse aujourd’hui la population de Gaza est le fait de décisions humaines. Elle se retrouve à nouveau la victime du jeu politicien entre les factions palestiniennes. Si nous condamnons l’attitude de l’Autorité palestinienne et du Hamas, nous rappelons également que le gouvernement israélien est le premier responsable de la situation. En tant que puissance occupante, Israël est responsable du bien-être de la population de Gaza. Au lieu de cela, voilà 10 ans qu’il impose un blocus total au territoire asphyxiant de plus en plus la population.

Nous appelons la Belgique et l’Union européenne à :

- mettre tout en œuvre afin que les différentes parties impliquées reviennent sur leurs décisions et rétablissent la fourniture d’électricité et de fuel ;
- veiller à ce que ses propres actions vis-à-vis des différents acteurs ne provoquent pas de conséquences négatives pour la population de Gaza ou du reste du territoire palestinien occupé ;
- fournir si nécessaire du fuel supplémentaire à la population de Gaza afin qu’elle ne subisse pas des conséquences trop importantes de cette crise ;
- mettre la pression sur les gouvernements israélien et égyptien afin qu’ils mettent fin au blocus illégal de la bande de Gaza.
- mettre la pression sur le gouvernement israélien afin qu’il mette fin à l’occupation illégalement prolongée du territoire palestinien dans son ensemble.

¹ La Plateforme Moyen-Orient se compose des organisations suivantes : 11.11.11, Association Belgo-Palestinienne, Broederlijk Delen, La Centrale Générale-FGTB, CNCD-11.11.11, CSC, FGTB, FOS, Intal, Médecine pour le tiers monde, MOC, Oxfam Solidarité, Palestina Solidariteit, Pax Christi Vlaanderen, Solidarité Socialiste, Vrede.

² UNSCO, [Remarks by United Nations Special Coordinator for the Middle East Peace Process, Nickolay Mladenov, at the Ad Hoc Liaison Committee \(AHLC\) meeting in Brussels](#), 4 May 2017.

Gaza en dates

- **Janvier 2006** : le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. La communauté internationale refuse de traiter avec les responsables du Hamas, attisant les querelles intra-palestiniennes.
- **Juin 2007** : Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza par la force en chassant le Fatah. Israël impose un blocus aérien, terrestre et maritime total sur la bande de Gaza
- **2008-2009** : Opération militaire israélienne Plomb durci. Bilan : 1383 Palestiniens morts, dont 333 enfants, 3 540 maisons détruites, 20 000 personnes déplacées (OCHA oPt). 4 Israéliens, dont 3 civils ont perdu la vie.
- **2012** : Opération militaire israélienne Pilier de défense. Bilan : 177 Palestiniens et 6 Israéliens ont perdu la vie.
- **2014** : Opération militaire israélienne. Bordure protectrice. Bilan : 2251 Palestiniens (dont 1462 civils parmi lesquels 551 enfants) et 73 Israéliens (dont 6 civils) ont perdu la vie. 18 000 maisons, 73 établissements médicaux et la plupart des **infrastructures sanitaires et hydrauliques** ont été détruits.

Gaza en chiffres

- **Territoire** : 365 km².
- **Population** : 1,9 million d'habitants. Prévision à 2,1 millions pour 2020. 2/3 sont des réfugiés.
- **Densité de population** : 3e plus importante au monde.
- **PIB** : 51% du PIB de Gaza a été amputé par le blocus (Banque mondiale, 2015).
- **Pauvreté** : 45% de la population vit sous le seuil de pauvreté.
- **Chômage** : 42% et 58% parmi les jeunes.
- **Aide** : 80% de la population dépend de l'aide humanitaire
- **Reconstruction** : Moins de la moitié des 3,5 milliards de dollars promis lors de la Conférence du Caire pour la reconstruction de Gaza en octobre 2014 a été déboursée. 60% des maisons détruites en 2014 n'ont pas encore été reconstruites.

Un dé-développement dû au blocus

Israël impose des restrictions de circulation à la bande de Gaza depuis le lendemain des accords d'Oslo en 1993. Mais depuis la prise de pouvoir par le Hamas dans le territoire en 2007, le gouvernement israélien a encore durci ces restrictions imposant un **blocus terrestre, maritime et aérien total**, limitant drastiquement les importations, interdisant les exportations et la circulation des personnes. Depuis la prise de pouvoir par le maréchal Al Sissi en Egypte en 2013, le blocus israélien est en outre appuyé par les autorités égyptiennes qui bloquent le poste-frontière de Rafah³.

La **zone de pêche** est restreinte à 6 milles marins (contre les 20 milles marins prévus dans les accords d'Oslo). Les pêcheurs qui s'aventurent au-delà de cette limite risquent des tirs ou l'arraisonnement et la confiscation de leurs bateaux. Israël impose en outre une **zone tampon** de 300 à 500 m le long de la frontière avec Israël, une zone où se développe la plupart de l'activité agricole du territoire. Les agriculteurs risquent donc des tirs israéliens lorsqu'ils y travaillent.

³ GISHA, [Separating Land, Separating People: Legal Analysis of Access Restrictions between Gaza and the West Bank](#), June 2015.

Les Nations Unies parlent d'un **dé-développement** en cours dans la bande de Gaza, le processus de développement n'y étant pas seulement entravé mais inversé. Dix ans de blocus et trois attaques israéliennes ont ravagé l'infrastructure déjà affaiblie de la bande de Gaza, ont brisé sa base productive et n'ont pas laissé à la population suffisamment de temps pour reconstruire et relancer l'économie (voir rapport CNUCED 2015⁴). Depuis le début du blocus, 90 % des usines de Gaza ont fermé. Les **exportations** ne s'élèvent plus qu'à 2 % du niveau d'avant le blocus et cela en raison des lourdes restrictions sur le transfert de produits agricoles et autres marchandises vers les marchés palestiniens de la Cisjordanie.

Suites aux attaques de 2008-2009, 2012 et 2014, le blocus imposé sur la bande de Gaza a empêché l'entrée des matériaux de **reconstruction** nécessaires, placés pour la plupart sur la liste israélienne des « **biens à double usage** ». Suite à l'attaque de l'été 2014, le Gaza Reconstruction Mechanism (GRM) a été mis en place afin de faciliter l'entrée des biens nécessaires à la reconstruction tout en tenant compte des exigences israéliennes en matière de sécurité. Certains matériaux de construction comme le ciment ou le fer se retrouvent en effet sur la liste des biens "à double usage", des biens civils pouvant selon les autorités israéliennes être utilisés à des fins militaires. Mais comme le constate Oxfam dans son rapport « *Treading water: the worsening water crisis and the Gaza Reconstruction Mechanism* », le GRM peine à répondre à l'urgence de la reconstruction, prenant le blocus israélien comme point de départ et sans le remettre en cause, ce qui finit d'une certaine façon par le légitimer⁵.

La situation des **installations hydrauliques et sanitaires** est également catastrophique. 96 % de l'eau tirée de l'aquifère côtier, dont Gaza dépend, est impropre à la consommation. 95% de la population dépend d'eau désalinisée qui coûte cinq fois plus cher que l'eau courante. 45% des installations de désalinisation de l'eau produisent de l'eau biologiquement contaminée. 70% des matériaux nécessaires au secteur WASH (*water, sanitation & hygiene*) font l'objet de restrictions strictes.

En ce qui concerne la **circulation des personnes**, la situation des permis pour soins de santé est actuellement particulièrement alarmante. En novembre 2016, seules 50,18% des demandes de permis pour soins de santé ont été accordées. Les mois d'octobre (44,08% accordés) et novembre représentent les chiffres les plus bas jamais vus depuis avril 2009 (chiffre OMS). De même, l'accès des jeunes à l'éducation est fortement limité par le blocus.

Le blocus a également des implications sur les **divisions intra-palestiniennes**. Les restrictions de circulation empêchent l'exercice d'un gouvernement efficace. La politique d'isolation du Hamas menée par Israël et par la communauté internationale a en outre pour effet de renforcer les divisions intra-palestiniennes. Les efforts de réconciliation sont aujourd'hui au point mort et les querelles entre le gouvernement de facto du Hamas et l'Autorité palestinienne installée à Ramallah ne font qu'aggraver les conditions de vie de la population de Gaza.

Récentes évolutions

Le 12 juin dernier, le gouvernement israélien a décidé de mettre fin à l'approvisionnement de la bande de Gaza en électricité, et cela suite à la décision de l'Autorité palestinienne d'arrêter de payer pour cette électricité pour mettre la pression sur le gouvernement du Hamas à Gaza. Le 16 avril, la centrale électrique de Gaza avait déjà dû s'arrêter par manque de fuel laissant la population de Gaza avec uniquement quatre heures d'électricité par jour. Avant cela, l'électricité disponible ne couvrait déjà que moins de la moitié des besoins de la population en électricité (210 MW au lieu de 450 MW

⁴ UNCTAD, [Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people: Developments in the economy of the Occupied Palestinian Territory](#), 6 July 2015 (UN TD/B/62/3).

⁵ OXFAM, [Treading water: the worsening water crisis and the Gaza Reconstruction Mechanism](#), Mars 2017.

nécessaires)⁶.

La première coupe d'avril avait déjà eu un impact dramatique sur les hôpitaux, l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et les services sanitaires qui ne dépendent plus pour la plupart que d'un fuel procuré par les Nations Unies. La nouvelle coupe nécessitera un million de litre de fuel pour faire fonctionner les 186 installations de la bande de Gaza⁷.

La crise énergétique a des répercussions humanitaires catastrophiques. Premièrement sur les **infrastructures de santé**, où sans fuel pour faire fonctionner les générateurs, 40 salles d'opération, 11 salles d'obstétrique, 5 centres d'hémodialyse, des sections d'urgence d'hôpitaux qui soignent quotidiennement plus de 4000 patients ne pourront plus fonctionner. La coupe d'électricité met également directement en danger des nouveaux nés et de patients en soins intensifs. Les opérations devront être retardées, les services sanitaires et de stérilisation des hôpitaux revus à la baisse. Par ailleurs, les fluctuations du courant électriques ont endommagés de nombreux équipements médicaux.

En matière de **distribution et de traitement des eaux**, la crise d'électricité réduit considérablement les quantités d'eau disponible. L'eau est actuellement fournie pour 4 à 8 heures tous les 4 ou 5 jours. La population se procure de l'eau par ses propres moyens, avec souvent des standards d'hygiène revus à la baisse. 11 générateurs sont pour l'instant hors d'état de marche du fait de pièces manquantes ne pouvant entrer dans la bande de Gaza parce qu'ils se trouvent sur la liste israéliennes des « bien à double usage ». Par ailleurs, 120 millions de litres d'eau ne peuvent plus être traités et sont déversés dans la mer Méditerranée tous les jours. Cette pollution des eaux a des conséquences sur la santé, mais aussi si le **travail des pêcheurs**. Et si les pompes des égouts ne peuvent plus fonctionner, il y a un risque que les eaux usées remontent dans les rues⁸.

La crise d'électricité a également un impact sur le **travail des agriculteurs** dans la bande de Gaza. Auparavant, ils utilisaient les quelques heures d'électricité disponibles pour pomper l'eau nécessaire à leurs cultures. Aujourd'hui ils doivent recourir à des groupes électrogènes et donc du fuel supplémentaire, ce qui constitue une charge financière supplémentaire pour eux et ce qui augmente le prix des aliments⁹.

⁶ OCHA oPt, [The Humanitarian Impact of the Gaza Electricity Crisis](#), May 2017.

⁷ OCHA oPt, [Statement by the UN Humanitarian Coordinator in the oPt, Robert Piper, on the rapidly deteriorating humanitarian situation in Gaza](#), 14 June 2017.

⁸ OCHA oPt, [Gaza plunges into darkness: Severe deterioration in the energy situation](#), 25 May 2017.

⁹ PNGO, [Impact of Electricity crisis on the Palestinian farmers](#), 31 May 2017.